

Direction de la réglementation et de la gestion de l'espace public Arrêté temporaire n° 109-S31

Arrêté relatif à l'occupation du domaine public par l'agence ADPS, place Basse Mar, commune de Nantes

Période : tous les jeudis, du jeudi 5 janvier 2023 au jeudi 29 juin 2023

Lieux : place Basse Mar, devant la pataugeoire côté quai Dumont D'Urville

Nature : permanences pour accompagner les jeunes 16/25 ans

Agence : ADPS – 1 rue Julien Videment, 44200 Nantes

Arrêté

La Présidente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route et le code de la voirie routière,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil métropolitain fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté portant délégation de fonction et de signature,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes,

Considérant que des opérations de distribution alimentaire aux particuliers, sont envisagées en divers points de l'espace public nantais et qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

Considérant que ces opérations, menées à l'initiative de Nantes Métropole, s'inscrivent dans le cadre d'une mission d'intérêt général,

Considérant que ces opérations ne sont pas de nature à perturber l'équilibre général de la circulation et du stationnement sur la commune de Nantes, y compris en son centre-ville,

Considérant qu'il importe de maintenir la sécurité des usagers empruntant les voies de circulation,

Arrête

Article 1. Objet et bénéficiaire : afin d'accompagner et de venir en aide aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, l'agence départementale de la prévention spécialisée est autorisée à occuper l'espace public dans les conditions prévues au présent arrêté sur le territoire de la commune de Nantes.

Article 2. Durée : les opérations visées ci-dessus sont autorisées uniquement dans la période définie en en-tête du présent arrêté.

Article 3. Localisation et horaires : le bénéficiaire est autorisé à accueillir les jeunes place Basse Mar (conformément au plan joint au dossier) tous les jeudis de 15 h 00 à 19 h 00.

En cas de modification apportée en cours de période, une autorisation de stationnement ponctuelle devra être sollicitée au préalable auprès du pôle de proximité territorialement compétent de Nantes Métropole.

Article 4. Véhicule : le bénéficiaire est autorisé à utiliser le véhicule suivant :
- camping car, modèle Rapido 785C, immatriculé EV115LC

Article 5. Affichage : le véhicule autorisé porte sur sa carrosserie ou affiche lisiblement derrière son pare-brise le logo du bénéficiaire ainsi que le présent arrêté.

Article 6. Etat des lieux : en début d'occupation, les trottoirs, chaussées et autres espaces publics qui seront utilisés par le bénéficiaire sont réputés être en parfait état.

Article 7. Autorisations complémentaires : dans le cas où le stationnement envisagé aurait pour conséquence de réduire la circulation des véhicules (nécessité de limiter la circulation à une file, nécessité d'interdire partiellement ou totalement la circulation...) le bénéficiaire sollicitera au préalable le pôle de proximité territorialement compétent de Nantes Métropole, pour délivrance d'un arrêté temporaire spécifique réglementant notamment la circulation et le stationnement.

Dans tous les cas, la circulation des piétons sera maintenue (cheminements, passe-pieds...) et priorité sera donnée au maintien de la sécurité sur l'espace public.

Article 8. Signalisation et sécurité : le bénéficiaire prendra les mesures nécessaires afin d'éviter tout accident. En cas d'emprise non autorisée sur l'espace public ou dans l'hypothèse où des parties d'installations et/ou de signalisation présenteraient un danger pour la sécurité publique, les services de Nantes Métropole pourront intervenir sans délai aux frais du bénéficiaire.

Article 9. Responsabilité : le bénéficiaire est responsable de tous dommages causés aux tiers du fait de son activité sur le domaine public.

Article 10. Redevance : l'occupation s'inscrivant dans le cadre d'une mission d'intérêt général, aucune redevance d'occupation du domaine public ne sera perçue.

Article 11. Formalités : le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de solliciter toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements en vigueur.

Article 12. Terme : la présente autorisation est personnelle, précaire et ne constitue pas un droit de réservation d'une partie du domaine public. Elle peut être révoquée à tout moment sans préavis ni indemnité si l'intérêt général et en particulier l'intérêt de la circulation l'exige, ou en cas de non respect par le bénéficiaire de ses obligations.

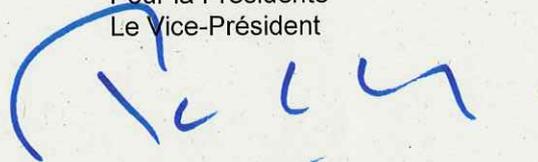
Article 13. Sanctions : toute circulation et tout arrêt ou stationnement de véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté, est verbalisable en application du code de la route et de toute autre disposition législative ou réglementaire. En cas d'absence ou de non conformité de la signalisation préalable d'interdiction temporaire de stationner, le bénéficiaire engage sa responsabilité en cas d'accident et ne pourra solliciter la mise en fourrière de véhicules.

En outre, en application du code de la voirie routière, l'occupation sans autorisation préalable de tout ou partie du domaine public routier ou de ses dépendances est sanctionnée par une contravention de cinquième classe.

Article 14. Entrée en vigueur : le présent arrêté prend effet au jour de son affichage.

Fait à Nantes, le **06 DEC. 2022**

Pour la Présidente
Le Vice-Président



Pascal BOLO